

# « LA GAUCHE ET LES CITÉS : ENQUÊTE SUR UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ »

Olivier MASCLET, maître de conférence en sociologie à l'université de Metz et chercheur au centre de sociologie européenne et à l'Erase (Équipe de recherche en anthropologie et en sociologie de l'expertise, université de Metz).

Auteur de « La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué » paru aux éditions La Dispute en 2003.

*Texte communiqué à partir de la rencontre-débat du 30 juin 2004  
Organisée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne*

La question qui est au cœur de l'ouvrage « La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué » est la suivante : pourquoi la gauche - en l'occurrence la gauche municipale - est-elle passée à côté de celles et de ceux, « militants de cité », c'est-à-dire des « jeunes » qui tiennent les associations dans les cités HLM et qui maintiennent un lien social dans des lieux où tout pousse au « sauve qui peut » ?

## L'enquête : terrain et premières observations

Au départ, l'enquête menée dans cet ouvrage s'est intéressée aux transformations du peuplement des quartiers HLM. La ville de Gennevilliers, municipalité communiste de la banlieue parisienne de 50 000 habitants, a été choisie pour lieu d'enquête car près d'un tiers de la population est immigrée, en particulier dans le quartier HLM du Luth, quartier le plus important de la ville avec près de 10 000 habitants.

Très vite, l'enquête a abordé certains phénomènes politiques. Les enfants d'immigrés sont très nombreux dans cette cité, beaucoup plus nombreux que dans les autres quartiers HLM de Gennevilliers, qui eux sont entièrement gérés par la municipalité. Dans un premier temps, il s'agissait donc de comprendre les raisons pour lesquelles les familles immigrées ont été ainsi rassemblées dans ce quartier. S'agit-il de discrimination, de ségrégation ? Pourquoi dans cette ville communiste, les immigrés sont-ils peu logés dans les immeubles municipaux ?

De plus, l'enquête a montré que ces enfants d'immigrés tenaient le club de jeunes dans le quartier du Luth, qui regroupait, au milieu des années 1990, près de trois cent adhérents. Les bénévoles du club manifestaient beaucoup d'intérêt pour la politique. Ces jeunes, lycéens, étudiants ou jeunes enseignants, militaient dans leur cité et ne correspondaient donc pas du tout à l'image que l'on se fait habituellement des « jeunes des cités ». Leur travail dans la cité était très impressionnant. C'est très difficile d'encadrer les adolescents et eux semblaient faire ce travail avec beaucoup de conviction. C'est la

seule association qui marchait dans la cité et sa réussite était particulièrement liée au don de soi de certains bénévoles.

Or, dans le cadre de l'enquête, ces bénévoles associatifs ont fait très vite comprendre qu'ils ne se sentaient pas reconnus par les élus communistes de Gennevilliers. Ils en parlaient comme de gens qui ne s'adressaient pas à eux, qui ne connaissaient même pas leur nom. Au fond, ils avaient le sentiment d'être marginalisés et de ne pas être respectés par ceux qui, à leurs yeux, auraient dû au contraire valoriser le travail associatif et l'engagement dans les cités.

Au fil de cette enquête, qui s'est étalée sur une dizaine d'années, ont pu être observées les suites logiques du ressentiment des militants de cité, telles que le découragement de la plupart d'entre eux et le repli sur la sphère privée, mais aussi le glissement à droite et l'émergence de nouveaux porte-parole de type communautaire, défendant l'identité musulmane.

Voici ce qui a pu être observé sur un terrain particulier, qui n'est certes pas représentatif de toutes les villes et de tous les quartiers, mais qui exprime, de façon grossière, des processus que l'on retrouve à peu près partout.

Il suffit de lire la presse pour se rendre compte à quel point la gauche locale semble incapable de reconnaître les enfants d'immigrés algériens et marocains. Très peu d'enfants d'immigrés sont aujourd'hui élus, y compris dans les villes comme Gennevilliers, où ils représentent une partie importante de la population et où ils sont pratiquement les seuls de leur classe d'âge et de leur classe sociale à s'intéresser encore à la politique et à vouloir en faire.

## Les partis de gauche et les enfants d'immigrés algériens et marocains : pourquoi une telle distance ?

La question est d'autant plus décisive que, par le passé, les partis de gauche avaient réussi à intégrer les enfants d'immigrés. Comme l'a montré l'historien Gérard Noiriel, ce sont les enfants d'immigrés italiens qui ont contribué à l'essor du Parti communiste en Lorraine et c'est grâce à ce parti qu'ils ont pu défendre leur dignité. Aujourd'hui, la situation semble complètement bloquée : les nouveaux enfants d'immigrés sont privés de toute ressource partisane. Tout se passe comme si le Parti communiste et le Parti socialiste avaient refusé de croire en eux, mais aussi de voir en eux leur nouvelle base sociale et électorale.

Pourquoi ces partis n'ont-ils pas reconnu comme leurs héritiers politiques celles et ceux qui militent dans les cités et qui sont « naturellement » très proches d'une gauche soucieuse de lutter contre les inégalités ?

Il n'y a pas de réponse simple à cette question. L'ouvrage *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué* ne prétend pas apporter toutes les explications. Il étudie néanmoins des phénomènes complètement occultés depuis une quinzaine d'années. En sociologie, on étudie aujourd'hui plus souvent la délinquance des jeunes que les évolutions politiques des villes de gauche qui, comme Gennevilliers, ont longtemps représenté les « banlieues

rouges ». Or, le prisme de la politique invite à refuser le point de vue misérabiliste. Contre les lectures dominantes des quartiers et des « immigrés » en termes d'anomie, de dérèglements sociaux, de délinquance, il faut se demander comment on en est arrivé là et pourquoi les partis de gauche, qui étaient les mieux placés pour reconnaître les enfants d'immigrés, ont manqué leur rendez-vous avec eux.

Cette enquête a été présentée à quelques occasions aux élus de Gennevilliers et à des militants de gauche, du Parti socialiste ou du Parti communiste. Dans l'ensemble, ils n'ont pas été opposés à ce qui était observé dans cet ouvrage, bien qu'ils aient pu être réticents sur certains points.

La principale critique a concerné les transformations du marché du travail et le fait que, d'après eux, l'affiliation à gauche des enfants d'immigrés a tendance à être surestimée. Les élus du Parti communiste nous ont dit : « Oui, mais ils n'étaient pas au PC et ils n'ont jamais ou rarement milité dans les syndicats, comme la CGT ». Donc, « ils n'étaient pas vraiment proches de nos idées et on n'a pas pu les rencontrer et les intégrer politiquement et syndicalement ». Ce qui n'est pas faux : les transformations du marché du travail, au cours de ces vingt dernières années, ont bouleversé le monde ouvrier et la socialisation politique des enfants d'immigrés. Désindustrialisation, chômage de masse, montée de la précarité, développement du secteur des services sans tradition syndicale : tout cela a contribué à la coupure entre les instances de représentation ouvrières et les enfants d'immigrés d'aujourd'hui qui sont peu présents dans les usines ou qui y travaillent comme intérimaires.

A ce facteur, il faut ajouter tous les effets de la prolongation des scolarités sur la construction des identités sociales. Chez de nombreux jeunes, on observe un refus de s'identifier à la condition ouvrière alors même qu'ils occupent des emplois d'ouvriers. Ce refus s'explique par le fait que ces jeunes ont été scolarisés plus longtemps que leurs aînés et qu'ils ont intériorisé d'autres modèles sociaux. Le passage par l'école change radicalement les aspirations.

En plus de l'école, ce sont aussi les loisirs, la télévision, le développement de l'industrie des spectacles qui contribuent à la dévalorisation de l'identité ouvrière auprès des jeunes générations. Auparavant, être ouvrier était une condition acceptée et les organisations ouvrières avaient elles-mêmes contribué à la rendre acceptable. Aujourd'hui, c'est une non-condition pour la plupart des jeunes qui cherchent à tout prix à la fuir, notamment en poursuivant des études à la fac, comme l'a montré Stéphane Beaud. Il est certain que, parmi eux, les enfants d'immigrés algériens et marocains, manifestent très fortement le désir de fuir. Ce désir est lié aux positions occupées par leurs pères dans les usines, à l'image dégradée et assez dégradante qu'ils ont du travail ouvrier, et bien sûr aux conditions actuelles de ce travail, qui est toujours aussi mal payé et aussi pénible qu'autrefois, voire pire.

Donc, on assiste à des phénomènes concomitants : désindustrialisation et précarisation des contrats de travail ; prolongation des scolarités et élargissement du monde vécu des enfants d'ouvriers. Ces phénomènes entraînent une double conséquence.

D'une part, les enfants d'immigrés ne sont plus massivement ouvriers et, quand ils le sont, ils ne se pensent plus comme « ouvriers ».

D'autre part, ils sont conduits à percevoir la CGT et le Parti communiste comme des organisations relevant du passé. Ils y militent d'autant moins qu'ils appartiennent à une génération sociale qui ne peut pas croire au communisme comme y ont cru les générations ouvrières précédentes.

La transformation des cadres sociaux et mentaux antérieurs explique en partie la distance entre les enfants d'immigrés d'aujourd'hui et les organisations syndicales et politiques de gauche. Néanmoins, cette réponse n'est pas suffisante. Elle ne permet pas en particulier de comprendre pourquoi les villes de gauche n'ont pas su reconnaître les enfants d'immigrés qui s'intéressent à la politique et qui tiennent les associations dans les cités et qui, même s'ils ne sont pas au Parti communiste ou à la CGT, sont tout de même devenus des militants.

Jusqu'à la fin des années 1990, le militantisme le plus fréquent chez les enfants d'immigrés était un militantisme « social » qui en fait n'était pas nouveau puisque qu'il s'inscrivait dans les formes traditionnelles du militantisme propre aux villes ouvrières - associations d'encadrement des enfants et des adolescents, associations sportives et culturelles, associations de soutien scolaire.

En fait, les enfants d'immigrés d'aujourd'hui sont, comme toutes les générations qui les ont précédés, amenés à vouloir prendre la parole et à s'opposer au discrédit de leur groupe d'origine. C'est un invariant dans l'histoire de l'immigration en France : en raison de la stigmatisation qu'ils subissent, les enfants d'immigrés manifestent un intérêt pour l'engagement social ou politique, peut-être plus vif que les autres « jeunes » de leur classe sociale et de leur classe d'âge.

Prenons l'exemple du président du club de jeunes de la cité du Luth à Gennevilliers. Il s'appelle Taïeb. Il est âgé de 28 ans au milieu des années 1990 et il est alors actif dans cette association depuis une quinzaine d'années. Taïeb est d'origine algérienne et sa trajectoire scolaire le distingue des jeunes de sa classe sociale et de son groupe d'origine. Il obtient d'abord un BTS, puis il passe un CAPES. Il enseigne aujourd'hui la technologie dans un collège de la banlieue parisienne. En même temps, il reste dans la cité où il a grandi, comme s'il ne pouvait pas vraiment s'en détacher.

Taïeb est en cela très représentatif des jeunes de sa génération qui sont à la fois des « enfants de la démocratisation scolaire » et des « jeunes de cité ». On pourrait dire qu'ils sont trop fragiles socialement pour rompre avec leur univers d'origine. Ils ont aussi acquis assez de ressources scolaires pour vouloir jouer un rôle dans la cité. Par exemple, Taïeb s'investit énormément dans le club de jeunes. Il défend l'idée d'une éducation pour tous, et il cherche à détourner les adolescents de « la culture de rue ». On sent bien que l'enjeu pour lui, c'est de défendre l'honneur social de son groupe d'origine, en valorisant l'acculturation scolaire et d'autres apprentissages sociaux que ceux de la rue.

Son engagement dans le club est très lié à sa situation de « déclassé par le haut ». C'est le « heurt des habitus » - du « jeune d'origine maghrébine des

cités » et de « l'enseignant » - qui produit en lui une forme d'hypersensibilité à la domination sociale.

Ce qui est frappant, c'est de constater à quel point il ressemble aux militants des années trente qui ont « fait » le parti communiste, ceux dont parle le sociologue Bernard Pudal dans son livre *Prendre parti*. Ces militants communistes sont des fils d'ouvriers, parfois d'immigrés. Ce sont dans tous les cas des jeunes à l'identité sociale mal construite, en butte aux mécanismes sociaux de domination. Souvent, ils ont suivi une scolarité supérieure à celle des autres enfants d'ouvriers, ce qui leur permet de prendre la parole.

Ces « fils du peuple », mais un peu extérieurs au peuple, que sont les fondateurs du Parti communiste, ont pu trouver dans ce parti les ressources pour donner sens à leur existence et à leur combat. Or, ce n'est pas le cas de Taïeb qui ne peut pas rencontrer le Parti communiste pour les raisons évoquées précédemment - désindustrialisation, prolongation des scolarités - mais aussi parce que les élus communistes de Gennevilliers font très peu de place aux « militants de cité » comme lui.

Alors, pourquoi les élus de gauche ne voient-ils pas en des jeunes comme Taïeb, pourtant si proches socialement d'eux-mêmes, des héritiers possibles ?

## Les représentations sociales des enfants d'immigrés algériens et marocains par les élus socialistes et communistes

Les élus de Gennevilliers, et avec eux de nombreux autres élus socialistes ou communistes, ont été conduits à se méfier des enfants d'immigrés algériens et marocains en raison de toutes les représentations sociales qui ont contribué à particulariser ces jeunes. Les élus de gauche n'ont pas pu échapper à toutes ces représentations, qui entraînent le risque d'une exclusion.

Ces représentations sont d'abord celles diffusées par les travailleurs sociaux qui, dans les années 1960-1970, ont vu dans les enfants des algériens une nouvelle population en échec. Leur attention a été bienveillante, mais elle a contribué à dessiner les contours d'une nouvelle catégorie sociale : « jeunes d'origine étrangère », « entre deux cultures », « seconde génération dans l'immigration », etc. Alors que les générations précédentes, elles aussi en butte au racisme, s'étaient intégrées dans une relative indifférence, les enfants d'immigrés algériens deviennent dès les années 1970, très visibles socialement.

Ces représentations accréditent l'idée que ces jeunes ont des problèmes spécifiques, qui sont liés à leur origine étrangère. Le facteur de la classe sociale apparaît de ce fait secondaire dans l'interprétation des difficultés qu'ils rencontrent. Pourtant, quelques années plus tard, les sociologues ont montré qu'à niveau socio-économique égal, les enfants d'immigrés algériens et marocains ne sont pas plus en échecs scolaires ou délinquants que les jeunes Français « de souche ». C'était peut-être déjà trop tard : tout un ensemble de professionnels du travail social, et parmi eux les psychologues, se sont penchés sur le sort de ces jeunes « mal intégrés » et de ce fait, ont contribué, bien malgré eux, à désigner ces jeunes comme une « catégorie à problèmes ».

L'attention portée sur eux s'est renforcée au début des années 1980, notamment à la suite des échauffourées dans le quartier des Minguettes, près de Lyon. Là encore, les enfants d'immigrés qui se sont opposés à la police n'ont pas été perçus comme des chômeurs ou des jeunes privés d'avenir professionnel. A ce moment-là, les « beurs » ne sont plus perçus comme appartenant au monde ouvrier et comme étant exploités. Au contraire, ils sont perçus comme étant en dehors des rapports de travail et du monde social. C'est tout le thème de l'exclusion qui débouche sur la politique de la Ville.

A gauche, et plus particulièrement dans certaines tendances du Parti socialiste, une nouvelle lecture des problèmes s'impose en effet, faisant de l'exclusion la nouvelle question sociale. Alors que l'ouvrier, dans les années 1950-1960, était l'archétype du groupe dominé, exploité, c'est le « jeune beur » qui le devient au début des années 1980. A côté d'eux, les ouvriers apparaissent comme des privilégiés : ils ont un emploi alors que les « beurs » n'en ont pas. La question ouvrière, qui avait été jusqu'à présent la question sociale, passe au second plan. Il s'agit désormais d'aider les exclus à devenir des « citoyens » et de permettre aux enfants d'immigrés de devenir de « nouveaux » acteurs sociaux. Alain Touraine a beaucoup contribué, au sein du Parti socialiste, à cette nouvelle représentation politique du monde social qui rend invisible la question ouvrière, telle qu'elle avait été construite historiquement par les intellectuels proches du mouvement ouvrier.

Puis, en marginalisant la question ouvrière, la thématique de l'exclusion a contribué à diviser et à opposer « jeunes » et « vieux », « beurs » et « ouvriers », « Français » et « immigrés ». Le sociologue Olivier Schwartz a expliqué que cette nouvelle manière de voir les évolutions du monde social et économique avait très certainement alimenté le racisme anti-arabe dans les couches ouvrières françaises, qui se sont senties abandonnées par la gauche au pouvoir. A Gennevilliers, comme ailleurs, on observe une poussée de l'extrême droite, que l'on peut mettre en relation avec le recentrage de la gauche de gouvernement et la distance qu'elle prend à l'égard des ouvriers. Les entretiens menés avec les habitants « français » sont très clairs sur ce point : ils ont le sentiment qu'on ne s'occupe plus d'eux, que les dirigeants politiques les laissent à leur sort dans des cités de plus en plus dégradées.

De fait, cette poussée du Front national fait barrage à la reconnaissance des « beurs » qui militent dans les cités : les élus communistes ne peuvent pas aller contre leur base sociale et électorale traditionnelle.

Par ailleurs, ils savent de moins en moins quoi penser de ces « beurs » dont les médias et une partie des dirigeants du Parti socialiste louent la modernité et la citoyenneté. En effet, on a dit tellement d'eux que ces exclus socio-économiques sont plus intégrés culturellement que les autres fils d'ouvriers, que les militants et les élus communistes en sont venus à douter qu'ils appartiennent toujours aux classes populaires. La médiatisation des « beurs » et du mouvement beur comme incarnation d'une modernité post-industrielle a renforcé les décalages entre eux et les habitants français des cités, entre les militants de cité et les élus de gauche, en particulier les élus communistes.

Toutefois, très vite, ces jeunes « modernes » ont été décrits comme des jeunes sans avenir social ni politique. L'ouvrage *La galère, jeunes en survie* de François Dubet, publié en 1987, a marqué ce nouveau regard porté sur les cités et leurs habitants. Pour François Dubet, les « beurs » ne représentent plus rien, si ce n'est l'idéal-type des jeunes en galère, jeunes désorganisés, qui alternent entre rage et apathie, sans conscience politique ou civique. L'ouvrage de François Dubet a alors renforcé la vision misérabiliste des quartiers HLM et a contribué – plus ou moins directement – à rendre invisibles toutes celles et tous ceux qui s'investissent encore dans la vie des quartiers. La représentation des cités en termes d'anomie tend en effet à interdire toute attention politique à l'égard des responsables associatifs, ceux-ci étant promis à disparaître en raison de cette « galère ».

Tout n'est pas faux dans l'ouvrage de François Dubet, loin de là. Néanmoins, on doit s'opposer à la vision homogène qu'il donne des cités, en présentant ces univers comme structurés fondamentalement par la galère. On doit s'y opposer parce que cette vision occulte l'hétérogénéité sociale de la population des cités, et en particulier de la jeunesse de ces quartiers. Le jeune, désespéré et en galère, n'est pas une fiction, mais il ne représente pas non plus l'ensemble de la jeunesse des quartiers HLM.

L'enquête menée a permis de distinguer au moins deux grands groupes au sein de cette jeunesse : d'un côté les jeunes en échec scolaire ou orientés vers les sections dévalorisées du système scolaire ; de l'autre ceux qui suivent des scolarités plus ou moins longues. Alors que les premiers sont menacés par le chômage et la délinquance, les seconds croient dur comme fer au modèle d'intégration et de promotion par l'école. Ce sont eux que l'on retrouve dans les associations et qui s'intéressent à la politique.

Donc, les jeunes des cités ont des trajectoires scolaires et professionnelles très différentes, qui font qu'ils ne forment pas un seul et même groupe. C'est peut-être banal de le dire, mais c'est une évidence trop souvent oubliée et dont l'oubli même contribue à mettre tous ces jeunes dans le même sac. A force de parler tout le temps des « jeunes des cités », on finit par occulter leur diversité sociale et donc à ne plus prêter beaucoup d'intérêt aux pratiques des militants de cité qui luttent contre l'échec scolaire et les inégalités sociales et culturelles.

Par ailleurs, l'ouvrage de François Dubet a pu préparer le terrain aux représentations qui ont radicalisé l'image donnée de ces jeunes, comme étant potentiellement violents ou délinquants. À partir des années 1990, notamment suite aux émeutes de Vaulx-en-Velin - un quartier phare de la politique de la Ville - les discours sur ces jeunes se sont durcis. Les émeutes de Vaulx-en-Velin ont été interprétées comme l'échec de la politique de la Ville et de la prévention de la délinquance. L'orientation a été de dire : il ne sert à rien d'aider ces jeunes – puisque ça ne marche pas – mais il faut au contraire se montrer plus sévère avec eux.

Cette lecture de la délinquance et des solutions à lui apporter est partie de la droite, avec les lois sécuritaires d'Alain Peyrefitte. Elle a envahi ensuite peu à peu tout l'espace politique. C'est Jospin qui a déclaré en 1997 qu'il fallait arrêter de trouver des excuses sociologiques à la délinquance.

Cette lecture sécuritaire de la délinquance fait de chaque jeune des cités un coupable potentiel. Car en plus, nous dit-on, il y a une échelle dans la délinquance que chaque jeune est susceptible de gravir. C'est la théorie américaine du carreau cassé, théorie qui n'a jamais été démontrée. Aucun résultat empirique ne l'a confirmé, mais elle a été diffusée en France, notamment à la faveur des travaux de Sébastien Roché sur les incivilités.

Ce terme d'incivilité est très significatif du regard qui est aujourd'hui porté sur les jeunes des cités. Au fond, on les voit comme des déviants, incapables de se plier aux normes dominantes de respect et de savoir-vivre. Ce sont alors toutes les manières d'être des fils d'ouvriers des cités qui sont stigmatisées. Les « insultes rituelles » sont perçues comme des atteintes à l'ordre public. La petite délinquance endémique dans les cités est susceptible de se transformer en grande délinquance. La casquette devient le symbole de la rébellion. Plus la situation sociale et économique des fils d'ouvriers se dégrade, plus les jeunes des cités suscitent des sentiments de peur.

Cette droitisation des représentations des jeunes des cités a eu de nombreux effets à gauche. Ainsi, à Gennevilliers, les élus ne vont plus voir les jeunes de la cité du Luth de la même manière. Au début des années 1980, ils les voyaient comme des jeunes à aider. Ils subventionnaient le club de jeunes et accordaient un certain intérêt aux militants de cité. Le maire de Gennevilliers, Lucien Lanternier, refusait systématiquement la solution policière. Il pouvait écrire dans le bulletin municipal des choses impensables aujourd'hui, du type : « N'oublions jamais que les flics sont les ennemis des syndicalistes ». À la fin des années 1980, une police municipale a été créée et une antenne du commissariat a été ouverte dans le quartier du Luth. Quant au club de jeunes, il a été de plus en plus perçu comme une pépinière de délinquants potentiels. Les élus se sont méfiés des jeunes qui le fréquentaient. Ils ne les connaissaient pas ou pas vraiment et ils ont eu peur que ce club serve de planque pour les trafiquants. Ils n'ont donc pas cherché à donner plus de moyens à cette association pour la tirer vers le haut, mais au contraire ils ont voulu la marginaliser et la placer sous le contrôle d'éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse.

Les jeunes des cités font peur, et les élus communistes sont eux aussi pris dans le sentiment d'insécurité qui s'est généralisé. Eux-mêmes ne peuvent pas échapper aux nouvelles interprétations de la délinquance qui opèrent l'amalgame entre « jeunes des cités » et « insécurité ».

Si les discours sécuritaires sont apparus après les émeutes de Vaulx-en-Velin, ils sont aussi très contemporains de la guerre du Golfe de 1991. On ne mesure pas à quel point le traitement médiatique de ce conflit a contribué à présenter les jeunes des cités comme des intégristes musulmans potentiels. On a vu plein de reportages sur ces jeunes à qui les journalistes demandaient de quel côté ils étaient : du côté de Saddam Hussein ou du notre. Tous ces reportages ont alimenté la peur des « cités-ghettos », pouvant donner naissance à des « fous de Dieu », comme Zacarias Moussaoui. Le fondamentalisme musulman est devenu un nouveau danger réel ou potentiel pour beaucoup de



gens, et les enfants d'immigrés algériens et marocains sont à présent perçus comme une nouvelle menace, en raison aussi de cette représentation.

À Gennevilliers, les élus sont conduits à voir dans le club de jeunes une association qui pourrait être reprise par les islamistes, bien que dans le quartier du Luth les militants musulmans soient en réalité très peu nombreux, très peu organisés et très peu fondamentalistes, et bien que le président du club de jeunes soit lui-même un laïque convaincu. Le seul rassemblement des fils d'immigrés algériens et marocains inquiète. Les élus voudraient donc qu'il y ait plus de filles dans le club. Ils voient dans la mixité une solution aux dérives intégristes potentielles et au sexisme qu'ils prêtent généralement aux fils d'immigrés maghrébins.

Or, la mixité ne se décrète pas. Pour y arriver, il faut beaucoup de moyens. Il faut des grands locaux. Il faut aussi que les associations, telles que les clubs de jeunes, soient elles-mêmes beaucoup plus reconnues. Il faut une véritable politique d'éducation populaire pour arriver à cette mixité, c'est-à-dire pour parvenir à lever les réticences des filles à se mêler aux garçons du quartier, pour que ceux-ci les considèrent comme leurs égales et surtout pour lever les craintes des familles qui ont peur des mauvaises fréquentations. Arriver à la mixité dans les clubs de jeunes, c'est aussi difficile aujourd'hui que dans les années 1960.

Les responsables du club du Luth cherchent à augmenter le nombre de filles adhérentes, mais ils font avec les moyens disponibles, qui sont très limités. Le club de jeunes, c'est un local de 50 m<sup>2</sup>, au fond de la cité, qui vit avec quelques subventions du ministère délégué à la Ville.

Au moment de la réhabilitation du quartier, les élus ont fait d'autres choix. Ils ont décidé d'ouvrir de nouvelles structures pour les jeunes et de marginaliser ce club, symbole à leurs yeux de la suprématie masculine, de la séparation ethnique et sexuelle des publics, du risque du fondamentalisme musulman, et d'une certaine forme d'archaïsme culturel chez les jeunes Arabes. Par conséquent, le club a fermé ses portes en 1996 et les autres structures réunissant des jeunes n'ont pas marché, faute d'un réel enracinement dans la cité.

C'est bien sûr toute l'histoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie qu'il faudrait aussi longuement évoquer pour rendre compte du regard porté sur les enfants d'immigrés algériens et marocains, depuis longtemps perçus comme des jeunes différents, à l'identité trouble. Toutes ces représentations ont creusé le fossé entre ces jeunes et les élus de gauche.

## **La deuxième explication du rendez-vous manqué : l'histoire du logement social et les évolutions électorales dans les municipalités de gauche**

En effet, on aurait pu s'attendre à ce que, localement, les élus, qui connaissent ces jeunes, soient capables de résister à toutes ces représentations successives qui ont invalidé socialement les enfants d'immigrés algériens et marocains, et tout particulièrement les jeunes de sexe masculin. L'histoire des grands ensembles HLM permet de comprendre un peu plus précisément pourquoi ces élus voient en eux des « jeunes difficiles ».

Gennevilliers est une ville de la « banlieue rouge », très typique de ces municipalités communistes, mais aussi socialistes, qui ont tenté d'élever la valeur sociale et urbaine des villes industrielles. Cette histoire a commencé dans les années 1930 et a continué après la Seconde Guerre mondiale. À partir des années 1950, les élus ont poursuivi une politique en construisant les grands ensembles HLM : à Gennevilliers, huit logements sur dix sont des logements sociaux. C'est dire à quel point certaines communes de gauche ont misé sur le logement social. Il s'agit pour ces communes de répondre aux très grands besoins en matière de logement, mais aussi de consolider leur implantation politique. Les ouvriers qualifiés et les employés, qui forment alors la base sociale et électorale du Parti communiste, sont de fait à Gennevilliers les premiers bénéficiaires des nouveaux logements.

Cet aspect du communisme municipal est assez bien connu. Mais ce qu'on connaît moins, c'est la page noire de cette histoire urbaine, celle des bidonvilles, des cités de transit et aujourd'hui des immeubles dégradés dans lesquels vivent les familles immigrées. Or, cette page noire de l'histoire urbaine contemporaine est très importante pour comprendre pourquoi les élus de gauche se sont méfiés des immigrés algériens et marocains et de leurs enfants, mais aussi pour comprendre pourquoi ces enfants d'immigrés sont à leur tour conduits à voir dans les élus de gauche, et en particulier communistes, non pas des élus qui les défendent, mais au contraire les responsables des « cités-ghettos » et des processus de ségrégation qu'ils subissent au premier chef.

Ces enfants d'immigrés ont cette vision des élus car ils observent des différences très nettes entre les bâtiments dans lesquels ils vivent et ceux qui appartiennent à la municipalité. A Gennevilliers, les familles immigrées sont en effet beaucoup moins nombreuses dans les immeubles municipaux que dans les immeubles qui appartiennent aux bailleurs privés. Dans les bâtiments municipaux, le pourcentage de familles immigrées ne dépasse jamais les 10 %, alors que dans les bâtiments privés, ce pourcentage atteint souvent 50 %. On a de la sorte une division spatiale très marquée dans le quartier du Luth, avec d'un côté des bâtiments dans lesquels habitent surtout les Français et de l'autre des bâtiments dans lesquels sont regroupés les immigrés. Ces bâtiments sont aussi particulièrement dégradés et souillés. Il n'y a plus de personnel pour effectuer les petites réparations etc. En observant ce paysage, on a vraiment le sentiment que la municipalité de gauche a clairement interdit l'accès aux immigrés dans ses propres bâtiments et qu'elle a contribué, par sa politique de fermeture aux immigrés, à la ghettoïsation de certains secteurs du logement social.

Par ailleurs, ces enfants d'immigrés ont eux aussi intériorisé le discrédit du logement social, des grandes cités HLM. Ils pensent eux aussi que les grands ensembles HLM sont une erreur architecturale et qu'ils ne devraient pas exister. Pour cette raison, ils sont également conduits à voir dans les élus de gauche les responsables des « quartiers pourris » dans lesquels ils vivent. C'est donc toute l'histoire du logement de ces cinquante dernières années qui pèse sur les relations entre ces enfants d'immigrés et les élus de gauche qui, eux, avaient construit ces cités dans le but d'offrir un logement au plus grand

nombre et d'élever les conditions d'existence des ouvriers et des employés. Il s'agissait pour eux d'élever la valeur urbaine des villes ouvrières, mais ils ont buté sur la question de l'immigration.

Comment analyser les processus de discrimination à l'entrée des bâtiments municipaux ? Les élus de gauche sont-ils racistes ?

En fait, la politique des grands ensembles HLM pèse lourd sur la vision des immigrés par les élus communistes. Elle pèse lourd parce que la rénovation des villes ouvrières, qui a donné naissance à ces grands ensembles, s'est effectuée au moment même où les nouveaux immigrés venaient travailler en France, principalement les Algériens, les Portugais et les Marocains. De sorte que ces élus ont redouté que les immigrés entraînent la dégradation des nouveaux quartiers et plus généralement des villes qu'ils cherchaient à améliorer. Dès l'arrivée des immigrés, nouveau prolétariat des banlieues, les responsables municipaux ont lutté contre leur regroupement dans les villes ouvrières et limiter d'une manière draconienne leur accès aux nouveaux quartiers HLM. Il semble que cette coïncidence entre l'immigration et la rénovation urbaine des villes ouvrières explique le traitement particulier dont ces immigrés ont fait l'objet de la part des élus de gauche. Elle explique également qu'ils les ont alors très vite perçus comme une « population à problème ». Dès l'ouverture des premiers logements, la municipalité de Gennevilliers a appliqué un quota au relogement des immigrés. Ce quota s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui et s'est appliqué aux enfants d'immigrés.

La première explication à cette situation est que les immigrés ne votent pas. C'est un fait qui compte tout particulièrement dès lors que le logement devient un bien municipal.

La deuxième explication est que ces gens cumulent de nombreux handicaps au regard des normes de logement : faible salaire, nombre élevé d'enfants, style de vie éloigné des attentes inscrites dans le logement lui-même.

La dernière explication est que les immigrés algériens et marocains sont placés au plus bas dans « l'espace des nationalités » , en raison de la colonisation. Ils concentrent tout particulièrement la mauvaise réputation des étrangers. Donc, plus les quartiers se sont dégradés et plus la municipalité a limité le nombre de logements attribués aux immigrés et aux enfants d'immigrés. C'est une manière pour elle de préserver la valeur sociale d'un parc immobilier aujourd'hui discrédité.

Ainsi, la transformation du logement populaire - amélioration des conditions de logements, bureaucratisation des accès au logement - a freiné durablement la reconnaissance des immigrés et de leurs enfants par les municipalités de gauche.

C'est surtout à partir des années 1980 que ce clivage entre les villes de gauche et les populations immigrées a produit tous ses effets, au fur et à mesure que les grands ensembles HLM ont cessé d'incarner la réussite ouvrière et se sont transformés en « cités » pour pauvres et immigrés.

Ce processus de déclassement des quartiers HLM résulte tout d'abord des pra-

\* Concept de Gérard Noiriel.

tiques de relogement des préfectures qui ont cherché à reloger les familles immigrées dans les grands ensembles HLM et donc dans les communes de gauche, celles de droite ayant très peu investi dans le logement social.

Ce processus résulte ensuite des politiques de logement mises en œuvre sous Valéry Giscard d'Estaing, notamment la loi Barre de 1977, qui ont développé le crédit et favorisé l'accès à la propriété du pavillon. Ces politiques pavillonnaires ont vidé les quartiers des catégories qualifiées des classes populaires et des couches moyennes et ont facilité indirectement l'accès des immigrés au HLM. L'exemple du quartier du Luth est significatif à cet égard : les immigrés sont devenus la clientèle de remplacement des bailleurs sociaux privés qui ont cherché à maintenir la rentabilité des immeubles. Ces bailleurs n'ont pas hésité à sacrifier l'entretien et les petites réparations, en logeant une population captive et souvent trop démunie pour défendre ses droits de locataires.

Ces mécanismes expliquent l'évolution du peuplement des grands ensembles et la dégradation rapide de certains bâtiments. Ils entraînent au moins trois conséquences qui accentuent le durcissement des élus de gauche à l'égard de la nouvelle population des cités, principalement immigrée.

La première conséquence, c'est de contribuer à faire des immigrés et de leurs enfants les responsables présumés de la dévalorisation des cités et des dégradations multiformes des espaces publics. La seule présence des immigrés symbolise le déclassement social des grands ensembles HLM. Les élus de gauche voient aussi en eux l'échec de la politique de promotion par le logement qu'ils avaient conduite des années 1950 aux années 1970.

La deuxième conséquence, c'est la fragilisation politique des municipalités communistes. Les scores du Parti communiste ont chuté fortement à partir des années 1980, tandis que l'abstention, la droite, puis le Front national ont progressé. Ces évolutions électorales sont très liées au départ des cités des fractions acquises au Parti communiste, à la démoralisation des habitants qui n'ont pas pu les quitter, mais aussi à l'exacerbation des sentiments xénophobes dans un contexte de dégradation de l'espace de résidence, de montée du chômage et de la précarité. Les jeunes Arabes incarnent dès lors les causes d'une dégradation multiforme, d'autant plus que certains d'entre eux deviennent délinquants.

L'imputation des causes des désordres aux seuls enfants d'immigrés entraîne les élus communistes à prendre beaucoup de distance avec eux qui, par ailleurs, sont de plus en plus perçus par les journalistes et les sociologues comme des « jeunes en galère », puis comme des « jeunes violents ».

La troisième conséquence est la suite logique des deux premières : à la fin des années 1980, les élus de Gennevilliers ont marginalisé les militants de cité dans le but de réduire la visibilité d'un groupe qui fonctionnait localement comme un groupe repoussoir. C'est tout un ensemble de jeunes qui étaient portés à s'engager localement qui, peu à peu, ont été délaissés par les autorités municipales. Les enfants d'immigrés ont payé de leur marginalisation politique la fragilisation de l'électorat communiste. On a dit tellement que le vote Front national était lié à la délinquance et à l'immigration et que l'électorat

populaire avait basculé à l'extrême droite, que les élus de gauche ont été convaincus que « la base » n'accepterait jamais des élus issus de l'immigration. La gauche a donc délaissé les porte-parole des cités en ne leur permettant pas d'accéder aux appareils municipaux.

Le souci des élus de renouer les liens avec les couches populaires françaises, notamment à travers un discours plus nettement répressif, explique partiellement ce délaissement. La volonté des élus de réduire la visibilité sociale des populations issues de l'immigration s'enracine également dans le projet politique de conquérir ou de reconquérir les petites classes moyennes salariées. Ce projet passe notamment par : la transformation architecturale de la cité du Luth, la diminution du nombre de familles immigrées habitant cette cité, certaines politiques sociales plutôt tournées vers ces couches moyennes, de nouveaux programmes d'accession à la propriété etc.

Le souci de la mixité sociale est une raison supplémentaire expliquant pourquoi les élus de Gennevilliers n'ont pas cherché à prendre appui sur les militants de cité pour améliorer la vie de ces quartiers. Au contraire, dans le quartier du Luth, ce que les élus ont appelé la « reconquête du quartier » au moment de la réhabilitation, s'est soldée par la mise en concurrence des bénévoles associatifs d'origine maghrébine et par leur assignation au pôle le plus bas dans la nouvelle division du travail d'encadrement mise en place par la municipalité. Tout s'est passé comme si les élus de gauche n'avaient aucun intérêt à favoriser les porte-parole issus des quartiers dès lors que leur objectif était d'en transformer le peuplement.

Enfin, la dernière raison du rendez-vous manqué entre la gauche et les cités est liée à la clôture de l'espace politique local. Cette clôture résulte du maintien d'un vote Front national important dans la commune – 20 % en 1995, mais aussi de la distance sociale entre les quartiers et les instances politiques, ces instances étant aujourd'hui appropriées par les membres des classes moyennes salariées. L'absence des militants de cité en politique est donc aussi très significative de l'élévation des droits d'entrée en politique, y compris dans les villes ouvrières où, jusqu'à une date récente, il était fréquent, grâce au Parti communiste, que les adjoints soient non diplômés de l'enseignement supérieur.

Au final, les grands ensembles, qui ont été un facteur d'union avec les classes populaires jusqu'aux années 1970, se sont transformés en facteur de désunion : les élus communistes ont perdu leur base électorale et ont été en porte-à-faux avec les électeurs français qui sont restés dans les cités. Par ailleurs, ils cherchent toujours aujourd'hui à réduire le nombre de familles immigrées dans les cités et la visibilité des enfants d'immigrés sans admettre qu'ils sont les nouveaux habitants de la ville et qu'ils constituent de plus en plus un nouvel électorat. Ils ont perdu leur électorat traditionnel et ils se montrent incapables de percevoir dans les enfants d'immigrés une nouvelle base sociale à conquérir.

## En conclusion

On peut dire que ce rendez-vous manqué entre le Parti communiste et les cités a eu un triple coût sociopolitique.

Tout d'abord, il s'agit du découragement des plus militants. Une génération se retire de la vie associative et politique, parce que pour durer, le militantisme suppose souvent des gratifications matérielles ou symboliques. En ne les entendant pas, la gauche a « raté le coche » avec les enfants d'immigrés. Le recul du Parti communiste et du Parti socialiste chez les salariés d'exécution – très visible lors de la dernière élection présidentielle – s'explique aussi par cette non-reconnaissance des militants de cité qui n'ont pu être ni les relais ni les aiguillons des organisations de gauche.

C'est ensuite tout un ensemble de militants qui désormais se détournent de la gauche et cherchent ailleurs une reconnaissance sociale et politique. On pourrait dire qu'ils sont conduits à se méfier des élus de gauche qui, à leurs yeux, ne les considèrent pas autrement que comme une population « difficile » ou « à problèmes ». En se tournant vers les partis de droite, ils cherchent à ne plus être confondus avec les délinquants et les assistés. Le glissement vers la droite de certains porte-parole des cités se nourrit d'une certaine fascination pour la réussite économique autant que du refus du misérabilisme.

Enfin, on peut se demander ce que le développement actuel du communautarisme musulman doit aux vingt années de rigidité de la gauche à l'égard des enfants de cité. Ces enfants d'immigrés ont été renvoyés à leur étrangeté. Ils ont été décrits comme non intégrés, différents, dépositaires d'une culture trop éloignée de la culture occidentale. Aujourd'hui, certains d'entre eux retournent le stigmatisme en emblème pour construire une identité politique autonome.

Olivier MASCLET,  
maître de conférence en sociologie à l'université de Metz  
et chercheur au centre de sociologie européenne et à l'Erase  
(Equipe de recherche en anthropologie et en sociologie de l'expertise –  
Université de Metz)